

Assurer ses arrières

core 742.000 dollars fin août, malgré le « blocage directeur général » du compte de Sud Oil.

Contacté, Abdel Kader Diop n'a pas répondu.

Retraits massifs, trésorerie en péril

Quelques jours plus tard, c'est au tour de Kwanza Capital et de sa filiale Alliance Bank, contrôlées *de facto* par Selemani et Sud Oil, de vider leurs comptes. Ce qui provoque un certain émoi en interne car l'actionnaire majoritaire de Kwanza est Pascal Kinduelo, président du conseil d'administration (PCA) de la BGFI RDC.

Le 6 septembre 2018, Alliance Bank, alors en liquidation, vire 6 millions de dollars à Kwanza, qui les transfère sur le compte à la BGFI de Kinduelo, lequel

retire l'intégralité des fonds en liquide. A Libreville, le directeur de l'audit interne du groupe BGFI s'en inquiète auprès de son homologue congolais Yvon Douhore : « Yvon, le PCA est en train de vider ses comptes ? Il faut vérifier la trésorerie de la filiale pour ne pas être surpris de cette situation. »

Le 5 novembre 2018, Abdel Kader Diop est remplacé à la direction générale de la BGFI RDC par Marlène Ngoyi. Pascal Kinduelo et plusieurs autres administrateurs sont également remerciés. La mission de la nouvelle patronne : en finir avec les scandales de l'ère Selemani et nettoyer la banque.

Pourtant, dans les mois qui suivent, David Ezekiel achève de vider le compte de Sud Oil en retirant près de 10 millions de dollars supplémentaires en

liquide. Contactée, Marlène Ngoyi n'a pas répondu.

Les derniers fonds publics détournés ont quitté la BGFI en janvier 2019, au même moment que le départ de Joseph Kabila de la présidence de la République.

Maisons de luxe

Depuis sa « promotion » en mai 2018 au siège du groupe BGFI au Gabon, Francis Selemani est resté très discret. Ni lui ni la banque n'ont souhaité nous indiquer s'il travaille toujours pour la BGFI.

Le frère du président Kabila n'a en tout cas aucun problème d'argent. Les documents Congo Hold-up montrent que Sud Oil a versé 12 millions de dollars à Selemani et à ses sociétés. Une

partie au moins de ces fonds est issue des 92 millions de dollars de fonds publics détournés, notamment ceux issus de la Banque centrale et de l'ONU.

Avec cet argent, l'ancien patron de la BGFI RDC et son épouse ont acheté, directement ou par le biais de sociétés et de trusts, pas moins de dix-sept biens immobiliers aux Etats-Unis et en Afrique du Sud pour un total de 6,6 millions de dollars. Comme ces demeures dans une banlieue cossue de Washington D.C., où il possède quatre biens de luxe achetés entre 670.000 et 1,3 million de dollars chacun.

Certains de ces virements ont été maquillés par la BGFI. En juin 2017, Sud Oil a ainsi effectué deux transferts pour un total de 2,2 millions de dollars à Garvelli, une société sud-africaine de

Selemani, alors que les bordereaux de transfert émis par la banque indiquent que les fonds proviennent de MW Afritec, la société de travaux publics des Belges Marc Piedboeuf et Alain Wan.

De son côté, Gloria Mteyu, sœur de Joseph Kabila et ancienne actionnaire de Sud Oil, aurait pour sa part coupé les ponts avec la BGFI RDC, dont elle avait obtenu 40 % du capital gratuitement en 2010. Des sources internes nous ont indiqué que le groupe BGFI posséderait désormais 100 % des parts de la filiale congolaise, et M^{me} Mteyu a indiqué à Reuters en 2016 qu'elle n'avait « aucun enjeu financier lié à la banque ». Jointe par téléphone et divers canaux, elle a refusé de nous répondre.

Les Belges Wan et Piedboeuf portent plainte par anticipation

Les fonds détournés via Sud Oil semblent avoir profité au duo d'hommes d'affaires belges Alain Wan et Marc Piedboeuf, très proches de Joseph Kabila et qui contrôlent un empire économique en RDC. Ils ont notamment été actionnaires puis gestionnaires des Grands Elevages du Bas Congo, l'immense domaine agricole du président Kabila.

Or, le 25 mai 2016, Marc Piedboeuf a retiré 640.000 dollars en liquide sur le compte de Sud Oil à la BGFI grâce à un chèque émis par la société en sa faveur. Le 26 juin 2016, André Wan, le fils d'Alain, a retiré 1,1 million de dollars en cash de la même manière.

Alain Wan et Marc Piedboeuf ont refusé de répondre, indiquant, par la voix de leur avocat, que nos questions contiennent des informations « pour la plupart mensongères » et sont motivées par l'« intention manifeste de nuire ». Le 3 novembre, avant même la publication de cette enquête, ils ont déposé plainte pour « dénonciation calomnieuse » contre nos partenaires Mediapart et De Standaard auprès d'un procureur général de Kinshasa, lui demandant de « diligenter une commission rogatoire auprès des juridictions belge et française vu qu'il y a péril en la demeure ». LCO

En Belgique,
1 enfant sur 5
est touché par
la pauvreté.

Ce n'est pas parce qu'on ne
la voit pas, que la pauvreté
n'existe pas.

Plus d'informations
sur www.unicef.be

unicef 
pour chaque enfant

20009416